



Marché n°2020CYCPU0S16

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR
LE SUIVI DU MARCHÉ D'EXPLOITATION ET DE
MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE
CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION,
DÉSENFUMAGE ET PLOMBERIE, EAU CHAUDE
SANITAIRE**

Règlement de la Consultation (RC)

**La réponse à cette consultation doit être déposée sur la plateforme dématérialisée
« PLACE » dans les conditions définies dans ce document**

**La réponse électronique est obligatoire mais aucune signature électronique n'est
exigée**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :
Le 15 janvier 2021 à 12h00

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet et définition de la consultation.....	3
Article 2 - Nature et étendue du marché.....	4
Article 3 - Décomposition de la consultation.....	4
Article 4 - Forme du marché.....	4
Article 5 - Durée du marché / Délais d'exécution.....	5
Article 6 - Marchés publics réservés.....	5
Article 7 - Contenu du dossier de consultation.....	5
Article 8 - Modification du DCE durant la consultation.....	5
Article 9 – Questions / Réponses	6
Article 10 - Visites du site	6
Article 11 - Conditions de participation des groupements d'entreprises	6
Article 12 - Délai de validité des offres.....	7
Article 13 - Présentation des candidatures et des offres	7
Article 14 - Transmission dématérialisée des plis – copie de sauvegarde	9
Article 15 - Sélection des candidatures et Jugement des offres	11
Article 16 - Régularisation des offres jugées irrégulières	12
Article 17 - Négociation.....	12
Article 18 - Offre anormalement basse.....	13
Article 19 – Attribution.....	13
Article 19 - Litiges, information sur les recours et juridiction compétente.....	14
Article 20 - Voies de recours.....	14
Article 21 - Confidentialité et protection des données personnelles	15

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Article 1 - Objet et définition de la consultation

La consultation a pour objet l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi du marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage et plomberie, eau chaude sanitaire des installations de CY.

L'AMO doit contrôler des prestations d'exécution. Il n'a pas de mission de conception de dossier et ne doit pas remettre en cause les clauses du marché initial.

Classification CPV :

71300000-1	Services d'ingénierie
-------------------	-----------------------

Les missions de maîtrise d'œuvre sont détaillées dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Lieu d'exécution des prestations :

Les missions de l'AMO s'appliquent sur l'ensemble des installations CVC des sites suivants :

Département du Val d'Oise - 95 –

- ☒ Les Chênes (comprenant le bâtiment « Jardin tropical ») - 33, boulevard du Port – 95011 Cergy-Pontoise cedex – surface 38 000 m²
- ☒ Neuville - 5, Mail Gay Lussac – 95031 Cergy-Pontoise cedex – surface 33 000 m²
- ☒ MIR de Neuville – Chemin de la princesse – 95031 Cergy-Pontoise cedex – surface environ 6 700 m²
- ☒ Saint-Martin - 2, avenue Adolphe-Chauvin, Pontoise 95302 Cergy-Pontoise cedex – surface 28 000 m²
- ☒ Cerclades - Place des Cerclades - 95015 Cergy-Pontoise cedex – surface 7 500 m²
- ☒ Site Hirsch – Cergy - Avenue Bernard Hirsch – BP 70308 – 95027 Cergy – surface 12 300 m²
- ☒ Argenteuil - 95-97, rue Valère-Collas - 95100 Argenteuil – surface 7 200 m²
- ☒ Sarcelles - 34, boulevard Bergson - 95200 Sarcelles – surface 8 500 m²
- ☒ Ensemble immobilier CY Tech Cergy – Cauchy ; Condorcet, Turing, Fermat – Avenue du parc - 95000 Cergy – surface 13 000 m²

Département des Yvelines - 78 –

- ☒ Site - Saint Germain en Laye 5, rue Pasteur – 78100 Saint-Germain-en-Laye – surface 14 000 m²

Département des Hauts-de-Seine - 92-

- ☒ Site - Antony Jouhaux - 26 rue Léon Jouhaux – 92160 Antony – surface 25 000 m²
- ☒ Site de Gennevilliers – ZAC des Barbanniers, Avenue Marcel Paul – 92230 Gennevilliers - 13 500 m²

Il s'agit de bâtiments classés ERP, ces installations comportent notamment :

- ☒ Les centrales de production calorifique et frigorifique
- ☒ La production d'eau chaude sanitaire
- ☒ Le réseau de distribution
- ☒ Les locaux techniques de ventilation
- ☒ Les locaux techniques sous station
- ☒ Les équipements terminaux d'émission

RC – AMO pour le suivi du marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage et plomberie, eau chaude sanitaire

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Le patrimoine immobilier de CY est susceptible d'évoluer durant l'exécution du marché. Par voie de conséquence, le périmètre géographique du présent marché peut évoluer.

Tout ajout ou suppression d'un ou plusieurs sites fera l'objet d'une modification du marché par la voie d'un avenant ou d'un acte de même nature.

Article 2 - Nature et étendue du marché

Procédure applicable

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code.

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles.

Options (au sens du droit communautaire)

Le marché ne comporte pas de tranche.

Si nécessaire, l'Université se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code pour la réalisation de prestations similaires.

Le présent marché pourra faire l'objet de reconductions dans les conditions définies à l'article 1.7 du Cahier des Clauses Particulières.

Variantes (à l'initiative du soumissionnaire et/ou exigées par le pouvoir adjudicateur)

Aucune variante n'est autorisée ni exigée.

Article 3 - Décomposition de la consultation

Conformément aux articles L.2113-10 et suivants du Code, et en l'absence de prestations distinctes, le présent marché n'est pas alloté.

Article 4 - Forme du marché

Le marché est conclu à prix mixtes, de la manière suivante :

- La partie forfaitaire (application de la DPGF), correspond aux prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi du marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage et plomberie, eau chaude sanitaire des installations de CY ;
- La partie à bons de commande (application du BPU), correspond aux seules prestations d'accompagnement expertise sollicitées par l'université, dans le cas où des actions correctives de grande ampleur seraient à mener par l'exploitant CVC.

Pour la partie à bons de commande (hors forfait), le marché suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et suivants du Code, relatifs aux accords-cadres à bons de commande. Le présent marché fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté, pour cette partie, au fur et à mesure de l'émission de bons de commande sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 9 000 € HT.

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Article 5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit de manière tacite, par période de 12 mois, sans que sa durée totale n'excède 4 ans.

En cas de non reconduction, le titulaire doit en être informé au moins un mois avant la date anniversaire de la notification du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

Article 6 - Marchés publics réservés

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visée par les articles L.2113-12 ou L.2113-13 du Code.

Article 7 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (2020CYCPU0S16-RC) ;
- Les annexes financières : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (2020CYCPU0S16-DPGF) et le Bordereau des Prix Unitaires (2020CYCPU0S16-BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (2020CYCPU0S16-CCP).

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr sous la référence **2020CYCPU0S16**.

Article 8 - Modification du DCE durant la consultation

CY Cergy Paris Université se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, dans un délai de 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Dans cette hypothèse, les candidats en seront informés, le cas échéant par avis de publicité modificatif (à ce titre, il est conseillé aux candidats de s'identifier lors du téléchargement du dossier de consultation sur la plateforme afin de bénéficier des notifications s'y rapportant). Dans ces conditions, ils devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le délai de 8 jours est décompté à partir de la date d'envoi, par l'établissement, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.

Les modifications du DCE, les réponses aux questions des candidats, les demandes de compléments, de précisions ainsi que tout autre échange se feront par voie électronique, via le profil acheteur "LA PLACE" (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, le candidat recevra un courriel du type 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr'.

A cette fin, le candidat est invité à vérifier que l'adresse électronique indiquée lors du retrait du DCE sur "LA PLACE" est bien paramétrée pour recevoir ces messages (mise en message indésirable, mise en quarantaine, adresse fonctionnelle non lue en interne, etc.).

Article 9 – Questions / Réponses

Les questions éventuelles doivent être posées uniquement via le profil acheteur "LA PLACE" (Plate-forme des Achats de l'Etat) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune question par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que la PLACE ne sera prise en compte.

Les candidats peuvent demander par écrit des renseignements complémentaires au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Passé ce délai, les demandes seront irrecevables.

Les réponses seront transmises au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres.

Article 10 - Visites du site

Compte tenu de la nature des prestations du présent marché, la prise de connaissance des lieux n'est pas exigée préalablement à la remise des offres.

Article 11 - Conditions de participation des groupements d'entreprises

Cotraitance :

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous forme de groupement solidaire ou conjoint, conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du Code. La composition du groupement ainsi que son mandataire doivent être présentés lors de la remise des offres.

La recevabilité de la candidature est analysée pour chaque entreprise, que le groupement soit solidaire ou conjoint. L'appréciation des capacités financières, professionnelles et techniques est globale.

Les candidats peuvent présenter une offre soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Sous-traitance :

En application des articles L. 2193-1 et suivants du Code, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'Université l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

➤ **Déclaration lors du dépôt de l'offre**

Ainsi, l'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant les éléments suivants :

- La nature des prestations sous-traitées ;

RC – AMO pour le suivi du marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage et plomberie, eau chaude sanitaire

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variations des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics.

Si le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'université met en œuvre les dispositions des articles L. 2152-5 et suivant du Code.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

➤ Déclaration en cours d'exécution du marché

Conformément à l'article R. 2193-3 du Code, la présentation d'un sous-traitant peut également être effectuée en cours d'exécution du marché.

Dès lors, le titulaire remet contre récépissé à l'Université ou lui adresse par lettre recommandée, avec avis d'accusé réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Dans cette hypothèse, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constaté par un acte spécial (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Article 12 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite de remise des plis.

Article 13 - Présentation des candidatures et des offres

Les documents fournis par les entreprises sont entièrement rédigés en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des entreprises sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Le soumissionnaire doit transmettre son pli par voie dématérialisée, via la plateforme « LA PLACE ».

Ce pli dématérialisé comprend 2 dossiers :

1. Un **dossier nommé « candidature »** comprenant les fichiers suivants :

Documents demandés	Description
Lettre de candidature – Déclaration du candidat ou DUME	1) Solution 1 : candidature « Hors DUME » Tout candidat doit produire (*) :

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

	<p>a) Le formulaire « Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants » dûment complété par le candidat, ou par chacun des cotraitants en cas de groupement,</p> <p>b) Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » dûment complété.</p> <p>2) Solution 2 : Candidature DUME</p> <p>Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français, en lieu et place des formulaires DC1, DC2 et, le cas échéant, DC4. Le candidat doit indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises dans le DCE en fournissant toutes les preuves de manière expresse.</p> <p>Le candidat qui souhaite réutiliser le DUME qui a déjà été utilisé dans une consultation antérieure doit fournir une attestation sur l'honneur justifiant que les informations qui y figurent sont toujours valables.</p>
Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société	Par ce document, le candidat démontre la capacité juridique de la personne signant les documents à engager la société.
Capacités économiques et financières	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
Capacités techniques et professionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation d'une liste des principales prestations (en lien avec l'objet de la consultation) effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. L'exécution de ces prestations par des attestations des donneurs d'ordre ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; - Des certificats de qualification professionnelle en rapport avec les prestations objet du marché, établis par des organismes indépendants (ou équivalence : l'Etablissement accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres) notamment : <ul style="list-style-type: none"> Organisme Professionnel de Qualification de l'Ingénierie (Certificat OPQIBI n°224 IV) - 13-Fluides et Génie climatique - 19-Ingénierie des ouvrages et système de bâtiment - 20-Ingénierie des ouvrages et système en énergie

(*) Ces formulaires sont disponibles à la rubrique formulaires pour les professionnels sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>. Le candidat peut aussi fournir ces renseignements sur papier libre.

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

ENTREPRISES NOUVELLES : les entreprises nouvelles pourront apporter dans leur candidature la preuve de leurs capacités financière, technique et professionnelle par tout moyen (présentation des titres d'études, expérience professionnelle du/des responsables).

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai raisonnable et identique pour tous conformément aux dispositions de l'article R.2144-2 du Code.

2. Un **dossier nommé « offre »** comprenant les fichiers suivants :

Documents demandés	Nommage du fichier
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), complétée et datée en formats modifiable et non modifiable (type PDF et Excel ou équivalents)	DPGF/nom du candidat
Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), complété et daté en formats modifiable et non modifiable (type PDF et Excel ou équivalents)	BPU/nom du candidat
Un mémoire technique permettant d'apprécier l'offre du candidat au regard des critères énoncés dans le présent règlement de la consultation et comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none">- Qualifications, habilitations, expériences du personnel dédié à l'exécution des missions définies dans le CCP ;- Les modèles de livrables pour les missions définies dans le CCP ;- Le calendrier prévisionnel contenant un planning détaillé et le nombre de réunions proposé pour les missions.	OFFRE TECHNIQUE/nom du candidat
Déclaration de sous-traitance, le cas échéant	Sous-traitance/nom du candidat

L'acte d'engagement n'est pas demandé lors du dépôt de l'offre, étant entendu que la simple transmission d'un pli vaut engagement du candidat (cf. article 19 du présent règlement).

Nota bene : cette liste de documents est limitative : la transmission de fichiers et/ou documents supplémentaires est superflue.

Article 14 - Transmission dématérialisée des plis – copie de sauvegarde

14.1 – Transmission dématérialisée

Le pli doit être envoyé par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation « LA PLACE », à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Le candidat trouvera sur ce site un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Le candidat est invité à tester la configuration de son poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Il dispose sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette remise dématérialisée de son pli, le soumissionnaire doit tenir compte des indications suivantes :

Format des fichiers : La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission des plis est la suivante : zip, pdf, doc et xls.

Nouvel Utilisateur : *Il est fortement recommandé au nouvel utilisateur de la plateforme de s'enregistrer au moins 48 heures avant le dépôt de leur offre.*

Gestion des plis déposés « hors délais » : les plis transmis sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme « hors délai ».

14.2 – Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires qui ont décidé d'adresser une copie de sauvegarde sont invités à en informer CY Cergy Paris Université, via LA PLACE (par le module « poser une question ») ou par courriel à l'adresse marche@ml.u-cergy.fr, afin qu'elle puisse s'assurer de sa bonne réception.

Les soumissionnaires peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou support physique électronique, une copie de sauvegarde établie selon des modalités fixées par arrêté du 14/12/2009 du ministre chargé de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure limites de remise des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée sous pli scellé comportant la mention lisible « Copie de sauvegarde » et l'objet de la consultation.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique.
- lorsqu'un pli a été transmis par voie électronique et n'est pas parvenu dans les délais ou n'a pu être ouvert, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Si la copie de sauvegarde n'est pas ouverte, elle est détruite à l'issue de la procédure.

Envoi par courrier :

La copie de sauvegarde est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de retard de transmission, il n'est pas tenu compte de la date du cachet de la poste.

Le candidat doit la placer sous pli scellé comportant la mention lisible :

RC – AMO pour le suivi du marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage et plomberie, eau chaude sanitaire

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**CY CERGY PARIS UNIVERSITE
Site des chênes - Jardin Tropical
Service achats et marchés publics - bureau 119
33 boulevard du Port
95011 Cergy-Pontoise Cedex**

**AMO pour le suivi du marché d'exploitation et de maintenance des
installations de chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage
et plomberie, eau chaude sanitaire**

**NE DOIT PAS ETRE OUVERT PAR LE SERVICE DU COURRIER
(copie de sauvegarde)**

Article 15 - Sélection des candidatures et Jugement des offres

A - Sélection des candidatures :

Conformément à l'article R. 2161-4 du Code, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Les candidatures seront analysées à partir des pièces demandées à l'article 13 du présent règlement de consultation.

A ce titre, les capacités financières, professionnelles et techniques seront analysées, en fonction des enjeux du marché public et du dossier présenté par le candidat.

Les candidatures qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard de l'article 13 du présent Règlement de la consultation pour l'exécution du marché public sont éliminées.

B - Jugement des offres :

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous et pondérés comme suit :

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Critères	Pondération
Critère n°1 : Valeur technique	60 points
<u>Sous-critère n°1.1</u> : Organisation du travail mise en place pour le marché : planning détaillé et nombre de réunions proposé pour les missions	25 points
<u>Sous-critère n°1.2</u> : Qualité technique du personnel dédié à l'exécution des missions	25 points
<u>Sous-critère n°1.3</u> : Présentation des modèles de livrables	10 points
Critère n°2 : Prix	40 points
<u>Sous-critère n°2.1</u> : Prix des prestations forfaitaires annuelles au regard de la DPGF	35 points
<u>Sous-critère n°2.2</u> : Prix des prestations ponctuelles (accompagnement expertise) au regard du BPU	5 points

Article 16 - Régularisation des offres jugées irrégulières

Les offres jugées inacceptables, inappropriées ou irrégulières, au sens de l'article R. 2152-1 du Code sont éliminées.

Toutefois, si la réglementation le permet, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'autoriser les candidats concernés à régulariser leurs offres si celles-ci sont irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Les offres inappropriées ne sont pas régularisables.

Article 17 - Négociation

Une négociation est prévue dans le cadre de cette consultation (voir ci-dessous modalités de négociation).

L'administration se réserve toutefois la possibilité de ne pas négocier et d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Modalités de négociation :

L'université négociera avec les trois soumissionnaires ayant obtenus la meilleure note au regard des critères de jugement des offres définis à l'article 15 du présent règlement de la consultation.

Le déroulement de la négociation s'effectuera de la manière suivante :

La négociation avec le(s) soumissionnaire(s) aura lieu soit par échange électronique, soit par une réunion (dans les locaux de l'Université).

En cas de réunion, les dates et heures de convocation pour chaque candidat seront précisées dans un courrier diffusé sur LA PLACE.

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

En cas d'échanges par voie électronique via PLACE, l'objet du courriel indiquera qu'il s'agit de la phase de négociation et indiquera les éléments de négociation.

Les éléments de négociation seront déterminés sur la base des offres initiales des soumissionnaires. La négociation pourra porter sur tous les aspects de l'offre aussi bien techniques que financiers.

A l'issue de la négociation, l'université précisera aux soumissionnaires le délai accordé pour la remise **de l'offre finale**. L'offre finale du candidat sera transmise selon les modalités fixées par l'université.

Si le soumissionnaire ne présente pas d'offre « négociée », l'analyse des offres se fera sur l'offre initiale.

En cas de négociation, le délai de validité des offres s'applique aux offres remises suite aux négociations.

Article 18 - Offre anormalement basse

Si une offre est jugée anormalement basse, le candidat est invité par l'Université à justifier le prix proposé dans son offre en fournissant toutes les précisions jugées utiles sur sa composition, dans les conditions définies par l'article R. 2152-3 du Code.

Si les conditions de l'article R. 2152-4 du Code sont remplies, l'offre peut être rejetée.

Article 19 – Attribution

Le candidat retenu pour l'attribution du marché devra fournir les documents suivants :

1. Un acte d'attribution valant engagement revêtu d'une signature manuscrite

L'Université transmettra – via LA PLACE - au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, un acte d'attribution valant engagement.

Cet acte d'attribution valant engagement devra être retourné, dans un délai de 5 jours calendaires maximum, signé par la personne habilitée à l'Université, par voie postale, à l'adresse suivante :

**CY CERGY PARIS UNIVERSITE
Site des chênes - Jardin Tropical
Service achats et marchés publics - bureau 119
33 boulevard du Port
95011 Cergy-Pontoise Cedex**

Important : par la seule remise d'un pli, le soumissionnaire s'engage, s'il est désigné attributaire, à signer l'acte d'engagement ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. La signature de l'acte d'attribution valant engagement vaut signature de toutes les pièces contractuelles. Tout refus de signature expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

2. la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

3. le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts (impôts sur le revenu, sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur ;
4. un extrait K-bis ou l'un des documents énumérés à l'article D. 8222-5 du code du travail, datant de moins de 3 mois ;
5. le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail précisant la nationalité, la date d'embauche ainsi que le type et le n° de l'autorisation de travail ;
6. le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois ;
7. le certificat attestant de la régularité de la situation au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés ;
8. les références de police d'assurance qu'il a souscrite (responsabilité civile) pour couvrir les risques relatifs à l'exécution des prestations dans le cadre de la consultation ou des attestations d'assurance « responsabilité civile professionnelle et décennale » en cours de validité ;
9. un Relevé d'identité Bancaire.

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai imparti les documents demandés. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents demandés nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Article 19 - Litiges, information sur les recours et juridiction compétente

Toute communication relative à ce marché doit être rédigée en langue française. Le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des dispositions des documents du présent marché.

Article 20 - Voies de recours

La juridiction administrative compétente pour toutes les voies de recours suivantes est :

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise
2/4 Boulevard de l'Hautil
95000 CERGY-PONTOISE
Tél : 01.30.17.34.00
Fax : 01.30.17.34.59

Les voies de recours sont définies ci-après :

- Référé précontractuel sur la base des articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative jusqu'à la conclusion du contrat. Un délai suspensif est respecté entre la date d'envoi de la notification du rejet de leur offre aux sociétés non retenues et la date de signature du marché.
- Une fois le contrat signé, référé contractuel sur la base des articles L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative jusqu'au 31ème jour qui suit la

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

publication de l'avis d'attribution au JOUE ou à défaut d'avis, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du contrat.

Le référé contractuel ne peut être exercé à l'égard des contrats :

- dont la passation n'est pas soumise à une obligation de publicité préalable lorsque le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice a, avant la conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze jours après cette publication,
 - soumis à publicité préalable auxquels ne s'applique pas l'obligation de communiquer la décision d'attribution aux candidats non retenus lorsque le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice a accompli la même formalité.
- Recours en contestation de validité contractuelle issu de la jurisprudence « Département du Tarn-et-Garonne » (CE, ass, 4 avril 2014, n°358994) dans un délai de deux mois à compter des mesures de publication de l'avis d'attribution au JOUE, ou à défaut d'avis, sans condition de délai, pour les candidats évincés et les tiers susceptibles d'être lésés dans leurs intérêts.
 - Recours indemnitaire sur la base des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.

Article 21 - Confidentialité et protection des données personnelles

En application de l'article 32 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, L'Université, représentée par son président Monsieur François GERMINET, informe les candidats que des données à caractère personnel les concernant font l'objet d'un traitement informatique obligatoire mis en œuvre par l'université. Ces données sont collectées afin d'assurer la gestion du marché public. Elles seront conservées pendant la durée précisée à l'article R. 2184-12 du Code et sont destinées aux personnels chargés de la passation et de l'exécution du marché public.

Les candidats peuvent accéder aux données les concernant ou demander leur effacement. Ils disposent également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits). Ils peuvent exercer ces droits en contactant le délégué à la protection des données personnelles de l'université à l'adresse électronique suivante : contact dpo@cyu.fr.

S'ils estiment, après avoir contacté ce délégué, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, ils peuvent adresser une réclamation à la CNIL.